

Journalistes et scientifiques : qui contrôle qui ?

Liberté académique, liberté de la presse : les nouvelles menaces

La huitième édition de la journée Sciences et Médias s'est tenue les 27 et 28 mars à la Bibliothèque nationale de France, après 18 mois de préparation. Ce rendez-vous bisannuel, co-organisé par l'Association des Journalistes Scientifiques de la Presse d'Information (AJSPI), la BnF et plusieurs sociétés savantes (SCF, SFP, SFdS, SIF, SMAI, SMF), vise à explorer les liens entre science, information et société.

Le thème initial, « Scientifiques et journalistes : qui contrôle qui ? », interrogeait les rapports d'influence et les responsabilités entre deux professions engagées dans la transmission du savoir. Mais à quelques semaines de la date de l'événement, l'actualité internationale, avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et les pressions croissantes sur chercheurs et journalistes aux États-Unis, a amené les organisateurs à modifier le programme pour coller à l'actualité. Le sous-titre a évolué pour devenir : « Liberté académique, liberté de la presse : les nouvelles menaces ».

Ce glissement n'est pas anodin : il reflète une inquiétude profonde face à la fragilisation de ces deux libertés fondamentales, essentielles à la démocratie. Comme l'a rappelé en ouverture la journaliste de l'AJSPI Audrey Mikaëlian : « Nous vivons donc une époque paradoxale. Jamais les connaissances n'ont été aussi accessibles, jamais les menaces sur ces libertés n'ont semblé aussi réelles. »

Dans ce contexte, et grâce au soutien financier du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, cette journée s'est voulu un espace de dialogue, d'alerte et de réflexion, réunissant scientifiques, journalistes, étudiants et citoyens autour d'enjeux partagés : comprendre, transmettre et défendre la liberté de chercher comme celle d'informer. Sans perdre de vue la nécessité d'une dose de contrôle mutuel.

États-Unis : la science sous surveillance

Venue des États-Unis, Shraddha Chakradhar, journaliste à la revue Science et vice-présidente de l'association américaine des journalistes scientifiques, a donné le ton dès l'ouverture de la journée. Face à l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche et à son administration décidée à sabrer avec autorité dans les budgets de la recherche, elle témoigne d'un climat de défiance inédit envers la science et le journalisme. « On ne peut plus rien tenir pour acquis », résume-t-elle.

Très vite, les professionnels de l'information ont dû s'adapter. Outre l'adoption de messageries sécurisées comme Signal, l'usage de témoignages anonymes, auparavant évité, s'est banalisé : « On a changé notre positionnement parce que les sources prennent des risques et parce qu'on veut être sûrs de continuer à avoir des informations. »

Les attaques sont aussi concrètes : données fédérales effacées, programmes interrompus, agences soumises à des silences imposés. « Aujourd'hui, chaque communication est assujettie à autorisation. »

Climat, santé, recherche : des conséquences mondiales

Pour Kristel Chanard, géophysicienne à l'Institut de Physique du Globe de Paris et membre du collectif Stand up for science, les effets dépassent les frontières américaines. « Le retrait des États-Unis fragilise des domaines entiers comme le climat ou la santé publique. »

Même constat alarmant du côté de l'historien des sciences Robert Proctor, à Stanford, qui dresse un parallèle avec les méthodes d'intimidation du maccarthysme : censures, climat de peur... « Trump, ce n'est pas tant du populisme que de l'anti-intellectualisme, nuance-t-il. Il n'a pas d'idéologie, juste de l'opportunisme. » Une situation qui devrait pousser les jeunes chercheurs à fuir ou à se tourner vers la science dans l'industrie.

En Russie, un désintérêt brutal pour la science

La projection du documentaire Ces mathématiciens qui firent plier le Kremlin, de Mathieu Schwartz, a marqué l'ouverture de Sciences et Médias en revenant sur un épisode marquant de l'histoire scientifique soviétique : la mobilisation de mathématiciens pour faire libérer Léonid Pliouchtch, interné de force en 1972.

La situation a bien changé. « L'école mathématique soviétique était de tout premier plan. Les petits-enfants de ces mathématiciens sont professeurs dans les grandes universités américaines aujourd'hui. Les autorités poutiniennes semblent s'en foutre complètement. », regrette Michel Broué, ancien directeur de l'Institut Henri Poincaré, qui faisait partie du comité de soutien à Pliouchtch.

Une répression plus insidieuse est à l'œuvre, explique la journaliste russe Olga Dobrovidova. Surveillance généralisée, arrestations arbitraires, falsifications : « Il n'y a plus de logique. Même ceux qui ont toujours été loyaux sont visés. » Résultat : un climat de peur et la disparition de toute solidarité entre chercheurs.

En France, la mobilisation s'organise

Le 7 mars, près de 15 000 personnes se sont rassemblées devant les universités françaises, à l'appel de Stand up for science. Une mobilisation aussi forte qu'aux États-Unis, souligne Kristel Chanard. « Cela traduit une peur des collègues américains, selon, nous. »

En France aussi, le rôle des scientifiques dans les décisions publiques s'érode. « On est nombreux, nous les scientifiques, à se plaindre que, quand on fait des travaux scientifiques, ils ne sont pas pris en compte par les politiques, avance Simon Fellous, écologue à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae). C'est une opposition naïve. Si on veut que certaines sciences puissent entrer dans la gestion de la cité, il faut faire contre-pouvoir, rentrer dans un rapport de force. »

Kristel Chanard observe que les attaques contre la science prennent d'autres formes : bureaucratie lourde, mise en concurrence des disciplines, marginalisation des sciences humaines... « Et pourtant, on a besoin de toutes les sciences pour faire face aux crises qui touchent la société. »

Une formation des journalistes en sciences qui fait défaut

L'alliance entre chercheurs et journalistes apparaît plus que jamais essentielle. Mais cette collaboration se heurte à de nombreux obstacles, à commencer par la formation des journalistes.

« Donnez deux ou trois jours de science aux étudiants en journalisme, on n'aurait pas eu [le phénomène médiatique] Didier Raoult », estime Nicolas Martin, formateur en école et journaliste radio. Il plaide pour en finir avec l'idée selon laquelle les sujets scientifiques seraient plus complexes que les autres.

Le sociologue Jean-Marie Charon le confirme : seuls 6,17 % des futurs journalistes disposent d'un bagage scientifique à l'entrée des écoles, un chiffre en recul. Et dans les rédactions, ce sont surtout les anciens des rubriques politique ou internationale qui prennent les décisions, reléguant les sujets scientifiques à des pigistes, souvent absents des réunions de rédaction.

La frilosité des institutions scientifiques

Mais les blocages ne viennent pas uniquement des médias. « Les services communication des instituts nous disent : "Ne dites rien, jamais, nulle part" », déplore Karine Lacombe,

cheffe du service infectiologie de l'APHP. Très active sur les réseaux durant la crise du Covid, elle appelle les chercheurs à dépasser cette frilosité : « Si on ne porte pas la voix de la science, on accepte d'être bâillonnés. »

Quand les lobbies crient plus fort que les faits

Face à ces silences, d'autres voix prennent le dessus. La journaliste Morgan Large, du collectif *Splann!*, décrit les stratégies des lobbies agricoles en Bretagne : contestation des études sur les algues vertes, diabolisation des ONG, financement d'anti-expertises. « Cela fait des décennies qu'il y a des études scientifiques, mais la controverse demeure, portée par les organisations agro-alimentaires et les coopératives. »

Frictions et malentendus

Cette journée *Sciences et Médias* a aussi mis en lumière les tensions qui peuvent naître entre les deux mondes. Le journaliste du *Monde* David Larousserie a été la cible d'une pétition de 500 scientifiques après une enquête sur des manquements dans un labo du CNRS. Elle l'accusait d'un article « offensant », fondé sur l'anonymat et les dénonciations.

David Larousserie a profité de la scène pour expliquer les méthodes journalistiques : sources rencontrées et compétentes même si anonymes, contre-expertises validées. « Ce n'était pas basé sur des fuites ou de la délation, mais sur des faits vérifiables et publics. »

Côté chercheurs, Jean-Baptiste André, évolutionniste au CNRS, a été consterné par l'accueil médiatique réservé au livre de Daniel Milo, *La survie des médiocres*. « Un livre plein d'erreurs qui n'a reçu aucune validation scientifique », dit-il. Pourtant, *Le Monde*, *Le Figaro*, *France Culture* l'ont encensé.

Remontés, les évolutionnistes français écrivent alors une tribune, moins pour démonter les arguments de l'auteur que pour dénoncer l'écho donné à un ouvrage remettant en cause un consensus scientifique solide issu des travaux de Charles Darwin. Aucun des journaux n'accepte de la publier. « C'est grave. On a besoin de faire confiance à ces médias. »

Se critiquer pour mieux coopérer

Dans le fond, ces critiques sont aussi une forme d'entraide : le contrôle mutuel, même désagréable, renforce la rigueur.

Victor Garcia, journaliste à *L'Express*, en est un bon exemple. Il a publié près de 70 articles sur les dérives de l'IHU de Marseille dirigé par Didier Raoult, s'appuyant sur des experts pour valider ses enquêtes. À ce jour, 44 études de l'IHU ont été rétractées, dont 36 signées par Raoult. Environ 700 autres sont encore en cours d'examen.

L'enquête comme travail commun

La plus belle illustration de cette collaboration réussie est venue de Stéphane Horel, du *Monde*. Elle a coordonné un consortium de 16 médias dans 12 pays autour des polluants éternels, les PFAS. Les journalistes ont travaillé main dans la main avec des chimistes, sociologues et juristes.

« Leur rigueur et leur méthodologie sont un apport énorme », conclut-elle. Quand journalistes et scientifiques s'unissent, c'est aussi la connaissance qui y gagne.

Faut-il arrêter la recherche ?

Une table ronde a mis les pieds dans le plat : face à l'urgence écologique, faut-il ralentir, voire suspendre certaines recherches ? Pour Nicolas Chevassus-au-Louis, journaliste scientifique, l'empreinte carbone de la recherche française est préoccupante : « Environ 7 tonnes par agent et par an – le double au CNRS avec les grands équipements. Dix fois trop pour une trajectoire soutenable. »

Mais l'enjeu ne se limite pas aux émissions directes. Le biophysicien François Graner alerte sur un rôle plus profond : « La recherche fournit la base matérielle et la justification idéologique de la croissance, qui est au cœur du problème environnemental. » Il critique un récit dominant selon lequel « le progrès progresse », partagé par les scientifiques comme par les médias.

IA et numérique : des technologies sous influence

Pour Ioana Manolescu, informaticienne, l'intelligence artificielle incarne cette tension : « Des outils comme ChatGPT ont un impact environnemental énorme au regard des services rendus. » Elle pointe le manque de recul sur des technologies souvent pilotées par des intérêts commerciaux. « Une société informée peut légiférer. Mais encore faut-il comprendre ce que ces outils font – ou ne font pas. »

Le mathématicien David Chavalarias (CNRS) a lui lancé la campagne HelloQuitteX, après le rachat de Twitter par Elon Musk. Objectif : alerter sur la dérive de la plateforme –

suppression de la modération, amplification des contenus toxiques, omniprésence de Musk dans les algorithmes. « Il a racheté Twitter pour mener une guerre culturelle », tranche-t-il.

Autre inquiétude : l'accès restreint aux données. « Nous fournissions des outils aux journalistes pour suivre les tendances. Ce n'est plus possible sur X. Mais sur les réseaux ouverts, ça le redeviendra », espère-t-il. Son laboratoire se penche désormais sur les dynamiques d'information dans ces espaces plus transparents.

Les faits comme acte de résistance

Dans un monde saturé de désinformation, journalistes et scientifiques partagent un même objectif : faire émerger les faits. « Croire aux sciences et s'en servir comme guide, c'est déjà un engagement », souligne l'écologue Simon Fellous, citant la philosophe Bernadette Bensaude-Vincent qui parle de « faits » comme une valeur.

Pour Shraddha Chakradhar, journaliste scientifique, « faire du bon journalisme, mettre en lumière les faits, est une forme de résistance ». Elle voit dans l'approche scientifique du journalisme un rempart face aux dérives.

Pour améliorer le traitement des questions scientifiques dans la presse, le Conseil de déontologie journalistique (CDJM) a publié un livret de recommandations pour améliorer la couverture médiatique des sciences – largement distribué lors de la journée Sciences et médias.

Protéger les données, les sources et les libertés

Face à la montée des pressions politiques, des initiatives voient le jour pour sécuriser les données et protéger les sources. « Certains téléchargent les informations, utilisent Internet Archive », raconte Shraddha Chakradhar. Un mouvement spontané qui préfigure la création de réseaux plus structurés entre journalistes et chercheurs.

Cette structuration, c'est précisément ce que défend Laurent Richard, fondateur de Forbidden Stories. Son collectif propose des outils comme Save Box Network, qui permet aux journalistes menacés de sauvegarder leurs données. « C'est l'effet Streisand appliqué au journalisme. Pourquoi ne pas imaginer la même chose pour la recherche ? »

En France, cette logique fait son chemin. Kristel Chanard évoque la création de réseaux de chercheurs, universitaires, étudiants, pour anticiper les dérives autoritaires et sécuriser les

savoirs. Et Laurent Richard de conclure : « Ce que redoutent le plus ceux qui veulent nous faire taire, c'est de savoir qu'on est inarrêtables. »

Conclusion : **Une alliance à renforcer face aux défis démocratiques**

Le colloque *Sciences et Médias* a mis en lumière la nécessité d'un dialogue plus étroit – et plus structuré – entre scientifiques et journalistes. Tous deux sont confrontés à des défis communs : montée des pressions politiques, désinformation galopante, affaiblissement des contre-pouvoirs démocratiques. Dans ce contexte, l'alliance entre ceux qui produisent des savoirs et ceux qui les transmettent n'a rien d'un luxe : elle devient un impératif.

Mais cette collaboration reste fragile. Elle bute sur des méconnaissances réciproques, des logiques institutionnelles rigides, parfois même sur des conflits d'éthique ou de méthode. Le colloque n'a pas cherché à les gommer, mais à les affronter. Car c'est bien dans le débat, voire dans la tension, que peut se construire une relation plus exigeante et plus féconde.

Entre méfiance mutuelle et volonté de coopérer, la relation entre sciences et médias est riche de possibles. Reste à transformer ces ponts encore fragiles en passerelles solides. Pour que dans un monde de plus en plus fragmenté, la rigueur scientifique et l'exigence journalistique puissent contribuer – et continuer – à éclairer le débat public.

Emmanuelle FRANÇOIS (AJSPI)